

## Comment un système brisé peut-il réparer un monde brisé ?

Par [Lamia MOUBAYED BISSAT](#),



Des participants au Sommet de l'avenir, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le 22 septembre 2024 à New York. Photo AFP

Alors que le Sommet de l'avenir a clôturé ses travaux à New York, les peuples du Sud, notamment ceux du Proche-Orient, perdent confiance dans les mécanismes internationaux et la diplomatie. Cet événement, en marge de la 79e session de l'Assemblée générale de l'ONU, devait permettre aux dirigeants mondiaux de prendre des décisions difficiles visant à promouvoir la paix, la prospérité et à garantir le plein respect des droits de l'homme. Cependant, l'adoption du « Pacte pour l'avenir » révèle une profonde division mondiale, alors même que les dangers sont collectifs.

Le sommet, à six ans de l'échéance des Objectifs de développement durable (ODD), a mis en lumière l'urgence d'une action renforcée des institutions multilatérales. L'initiative, lancée lors des célébrations des 75 ans de l'ONU, a rappelé combien les pays se sont isolés au lieu de coopérer face aux menaces globales.

Le Pacte pour l'avenir, adopté par 193 États, inclut un pacte numérique et une déclaration pour les générations futures. Le pacte numérique établit un cadre mondial pour la réglementation de l'intelligence artificielle (IA), visant à éviter son utilisation abusive et à l'aligner aux ODD. La déclaration engage pour la première fois les gouvernements à considérer les intérêts des générations futures dans leurs décisions.

### **Agenda 2030 en péril**

L'agenda 2030 est en crise : seulement 16 % des cibles des Objectifs de développement durable (ODD) ont une chance d'être atteintes d'ici à 2030. Les autres objectifs, notamment ceux concernant la faim, les villes durables, la vie aquatique, la vie terrestre et la paix,

stagnent, voire même reculent. Particulièrement préoccupant, l'ODD sur la réduction des inégalités manque de données fiables, et la liberté de la presse continue de décliner.

Face aux défis numériques et aux droits de l'homme, le président de l'Assemblée générale Philémon Yang a évoqué un avenir meilleur. Cependant, des questions demeurent quant à la capacité des États membres à respecter leurs engagements dans un esprit de solidarité. Les appels au cessez-le-feu du secrétaire général de l'ONU sont restés sans réponse, notamment concernant la guerre à Gaza, y compris l'invocation de l'article 99 de la Charte des Nations unies – une action rare pour un secrétaire général.

António Guterres, conscient des difficultés mondiales, des inégalités croissantes et des dettes colossales qui font que les pays dépensent plus d'argent pour rembourser leurs dettes que pour les soins de santé, affirme qu'il ne s'agit pas seulement de dialogue, mais d'action.

### **Comment agir ?**

Pour agir conformément aux engagements, trois pistes s'offrent à nous :

La première est celle du dialogue et de la négociation. Il est crucial de privilégier le dialogue pour mettre fin aux conflits, tout en réformant le Conseil de sécurité, y compris le droit de veto. Cependant, comment dialoguer lorsque le secrétaire général de l'ONU est attaqué pour avoir évoqué la guerre à Gaza, et que l'Assemblée générale est qualifiée de « mascarade annuelle d'hypocrisie » ?

La deuxième est la réforme du système financier international. Des institutions comme la Banque mondiale et le FMI, structures étant jugées « dépassées et injustes » par M. Guterres lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial en juin 2023, le secrétaire général a proposé des mécanismes pour alléger le poids des dettes, émettre des droits de tirage spéciaux en cas de crise et suspendre les subventions aux combustibles fossiles pour les réaffecter à des usages durables.

La dernière piste concerne l'utilisation des technologies. Ces dernières doivent servir l'intérêt de l'humanité et être conçues pour respecter les droits de l'homme. Les récentes « attaques bipeurs » au Liban illustrent l'urgence d'une gouvernance adéquate pour prévenir les abus ; des attaques qui ont semé la terreur et secoué la confiance dans l'intégrité de la chaîne logistique. Ce troisième volet peut s'avérer le plus difficile, car Israël est à l'avant-garde de ces innovations qui façonnent les stratégies militaires mondiales et la dynamique de sécurité. Rappelons qu'en 2023, Israël était classé au premier rang mondial parmi les pays ayant les plus fortes concentrations de talents en IA, suivi de Singapour et de la Corée du Sud, et comptait le pourcentage le plus élevé d'analystes de données et d'experts en apprentissage automatique.

Pour restaurer un monde en crise, la confiance est essentielle, et celle-ci ne peut se rétablir qu'à travers l'État de droit. Le droit international conçu pour protéger les peuples contre les génocides et le meurtre lent par la famine et les maladies doit être appliqué de manière uniforme, sans sélectivité, au sud comme au nord. D'où la nécessité de mécanismes nouveaux et renforcés permettant d'imposer cet arsenal ; d'arrêter l'approvisionnement

d'armes vers les zones de conflit, d'imposer des obligations et engagements en matière de désarmement nucléaire et biologique et l'utilisation responsable des technologies.

Réformer le Conseil de sécurité est aujourd'hui plus que jamais le point de départ pour qu'il soit, par le vote à la supermajorité, un organe plus représentatif du monde d'aujourd'hui, pour éviter ainsi qu'un État ne soit « plus égal qu'un autre », comme l'a répété le président sud-africain, Cyril Ramaphosa.

**Par Lamia MOUBAYED BISSAT**

**Présidente de l'Institut des finances Basil Fuleihan et vice-présidente du Comité des Nations unies pour la gouvernance publique.**